

En vertu de l'article L.2131-1 du C.G.C.T.
Le Maire de Saint-Germain-en-Laye
atteste que le présent document
a été publié le 08/10/2026
par voie d'affichage
notifié le 08/10/2026
transmis en Préfecture le 08/10/2026
Et qu'il est donc exécutoire.
Pour le Maire, par délégation,
le Directeur Général des Services

Denis TRINQUESSE



Accusé de réception en préfecture
078-200086924-20261001-DJSVA-26-J-02-CC
Date de télétransmission : 08/10/2026
Date de réception préfecture : 08/10/2026

DECISION PORTANT SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'INSTALLATIONS SPORTIVES DU LYCÉE JEANNE D'ALBRET AU PROFIT DU TUESG BADMINTON

Arnaud PÉRICARD, Maire de Saint-Germain-en-Laye,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et suivants,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles
L.2121-1 et suivants,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 21 mars 2026 portant délégation de pouvoirs du Conseil
Municipal de la Commune nouvelle au Maire de la Commune nouvelle autorisant la conclusion et la
révision de louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

DECIDE :

ARTICLE 1 :

DE SIGNER la convention de mise à disposition des installations sportives du lycée Jeanne d'Albret
pour l'utilisation par le TUESG Badminton pour la saison sportive du 01^{er} septembre 2026 au 2 juillet
2027.

Cette mise à disposition est à titre payant.

ARTICLE 2 :

Le Directeur Général des Services de la Ville de Saint-Germain-en-Laye est chargé de l'exécution de la
présente décision.

Fait à Saint-Germain-en-Laye, le 1^{er} octobre 2026

**Pour le Maire et par délégation,
Le Directeur Général des Services**

Denis TRINQUESSE

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE POUR L'UTILISATION DE
LOCAUX ET EQUIPEMENTS SCOLAIRES**Lycée..... JEANNE D'ALBRET.....
Commune de .. SAINT GERMAIN EN LAYE**ENTRE**

La Région Ile-de-France, sis 2 rue Simone Veil à Saint-Ouen-sur-Seine (93400), représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, agissant en vertu d'une délibération du ;

ci-après la « Région »,

ET,

L'établissement public local d'enseignement, LYCEE JEANNE D'ALBRET, sis 06 RUE GIRAUD TEULON à SAINT GERMAIN EN LAYE (78), représenté par CYRIL HOSTATER, en sa qualité de chef(fe) d'établissement, autorisé par une délibération du conseil d'administration en date du 25 JUIN 2026 ;

ci-après le « Lycée ».

ET,

L'Association TUESG BADMINTON, sis 11 RUE AMARGIS à SAINT GERMAIN EN LAYE (78) représentée par BULTEL LEA, en sa qualité de PRESIDENTE, et immatriculée sous le numéro SIRET 785 124 397 00015 ;

ci-après le « Occupant ».

ET,

Le cas échéant (convention quadripartite), cochez la case :

☐ Le Maire de la Commune de SAINT GERMAIN EN LAYE, agissant en application de l'article L 212-15 du code de l'éducation relatif à l'utilisation par le maire des locaux implantés dans la Commune ;

ci-après le « Maire ».

PREAMBULE

IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT

Les lycées, sont des établissements publics locaux d'enseignement dont la gestion incombe à la Région. Ils disposent de locaux pouvant être mis à disposition à titre onéreux, voire exceptionnellement, dans les cas prévus par la loi, à titre gracieux. Cette possibilité est encadrée par les textes et implique de ne pas porter atteinte au principe de spécialité (l'enseignement), ni à l'affectation du domaine public scolaire, ni aux règles de la commande publique et du droit de la concurrence, et de veiller à respecter la neutralité commerciale, religieuse et politique.

L'utilisation des locaux et des équipements scolaires désignés à l'article 2 est sollicitée, en dehors des heures ou des périodes aux cours desquelles les locaux et équipements sont utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue, pour *(Cochez la case applicable)* :

SAINT GERMAIN EN LAYE

☒ pour l'organisation, à l'initiative du maire de , d'activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif.

☐ pour les besoins de la formation professionnelle, par une entreprise ou un organisme de formation.

☐ pour les besoins de l'éducation populaire, de la vie citoyenne et des pratiques culturelles et artistiques, par une association.

Ou

☐ Pendant les heures d'ouverture du « LYCEE », pour l'organisation d'activités éducatives, sportives ou culturelles complémentaires au sens de l'article L. 216-1 du code de l'éducation.

Lorsque des cases doivent être cochées, les parties reconnaissent expressément que seuls les paragraphes correspondant aux cases cochées ont valeur contractuelle, les paragraphes correspondant aux cases non cochées n'ayant pas valeur contractuelle.

Article 1 : Objet

La présente convention vaut autorisation d'occupation temporaire, par « L'OCCUPANT », du domaine public régional constitué par les locaux scolaires du « LYCEE » désignés à l'article 2. Elle précise la durée et les périodes d'occupation, ainsi que les conditions de mise à disposition desdits locaux et équipements.

L'exécution de la présente convention ne doit porter aucune atteinte au bon fonctionnement du service public de l'Enseignement.

(remplir les annexes 1, 2 et 3 et lire l'annexe 4).

Article 2 : Biens mis à disposition

« LA REGION » n'est tenue de mettre à la disposition de « L'OCCUPANT » que les locaux et équipements définis au présent article et les locaux et équipements qui en sont les accessoires indispensables.

La prise de possession par « L'OCCUPANT » donnera lieu à un constat d'état des lieux de prise de possession, établi contradictoirement entre « L'OCCUPANT » et « LE LYCEE ».

En l'absence d'état des lieux, « L'OCCUPANT » est réputé avoir reçu les locaux et équipements mis à disposition en parfait état d'entretien et de réparations de toutes sortes.

S'il était constaté par « L'OCCUPANT » des dégradations préalables à l'utilisation par son personnel sur les créneaux d'accès, celui-ci devrait en faire établir le constat par le personnel du Lycée présent sur le site.

« L'OCCUPANT » ne pourra refuser d'assister et de participer à toute vérification des installations ou matériels mis à disposition qui pourrait à tout moment être décidée par le chef d'établissement du « LYCEE » ou « LA REGION ».

« L'OCCUPANT » devra restituer les locaux et équipements mis à disposition dans l'état dans lequel il se trouvait au moment de la mise à disposition, sous peine de réparer ou indemniser « LA REGION » ou « LE LYCEE » pour les dégâts matériels constatés sur la base de l'état des lieux entrant, et les pertes générées par ces dégâts matériels.

« LE LYCEE » se réserve le droit d'établir une facture complémentaire à « L'OCCUPANT » s'il s'avérait que des frais devaient être engagés pour pallier tout défaut d'entretien par « L'OCCUPANT » des biens mis à disposition, toute détérioration de ces biens ou toute disparition de matériel.

« LE LYCEE » et « LA REGION » ne peuvent être tenus pour civilement responsables des dommages qui pourraient résulter, directement ou indirectement, de l'exercice par « L'OCCUPANT » des activités pour lesquelles la présente convention d'occupation a été sollicitée.

A. Biens immobiliers

Sont mis à disposition de « L'OCCUPANT », les biens immobiliers suivants, gérés de « LA REGION » :

Local prêté (cocher)	M2	Identification (nbr et numéros de salle)	½ journées par semaine jours/heures MAD	Surface pondérée
☐ Salle(s) banalisée(s)				
☐ Salle polyvalente				
☐ Amphithéâtre				

☐ Salle de réunion				
☐ Salle informatique				
☐ Salle technique				
☐ Réfectoire				
☐ Cuisine				
☐ Chambres d'internat - douches et sanitaires				
☐ Foyer/salle commune de l'internat				
☒ Gymnase et assimilé /vestiaires	2396	GYMNASE N°3	Cf. Annexe 1	
☐ Plateau sportif extérieur				
☐ Mur d'escalade				
☐ Autre				

B. Biens mobiliers

Il est permis « **L'OCCUPANT** » d'avoir accès à du matériel suivant :

.....
MATERIEL PERSONNEL ET PROPIETE DE L'ASSOCIATION

.....
INSTALLATIONS FIXES DES GYMNASES (PANIERS DE BASKET, POTEAUX ET BUTS, VESTIAIRES...)

Article 3 : Période de mise à disposition

ANNEE SCOLAIRE 2026/2027 - Cf. Annexe financière

La présente convention entrera en vigueur à la signature des parties et elle est conclue, à titre précaire et révocable, du XX/XX/XXXX au XX/XX/XXXX aux heures et jours précisés à l'article 2.

Cochez la case pertinente :

☒ Elle ne peut se prolonger par tacite reconduction.

☐ Elle peut se prolonger par tacite reconduction, dans la limite de reconduction(s), soit un terme définitif de la convention fixé au XX/XX/XXXX.

A défaut de restitution des locaux et biens mis à disposition au terme de la convention en parfait état d'usage, « **L'OCCUPANT** » sera redevable d'une indemnité d'occupation dont le montant sera majoré en euros TTC par jour calendaire de retard fixé comme suit : [MONTANT DE LA REDEVANCE] * 1,5 / 365.

Article 4 : Obligations et conditions d'utilisation

A. Activités autorisées

« L'OCCUPANT » utilisera les locaux scolaires exclusivement en vue de l'activité autorisée suivante :

☒ Lorsque l'activité est organisée à l'initiative du maire, en application de l'article L. 212-15 du code de l'éducation, *cochez la/les cases applicables* :

☐ Culturelle ☒ Sportive ☐ Socio-éducative ☐ Sociale

☐ Activité de formation professionnelle, par une entreprise ou un organisme de formation :

☐ Dans le cas d'une activité exercée par une association en application de l'article L. 214-6-2 du code de l'éducation, *cochez la/les cases applicables* :

☐ Education populaire ☐ Vie citoyenne ☐ Culturelle ☐ Artistique

☐ Dans le cas d'une activité complémentaire au sens de l'article L. 216-1 du code de l'éducation, *cochez la case applicable* :

☐ Educative ☐ Sportive ☐ Culturelle

B. Capacité d'accueil

Les effectifs autorisés au sein de l'EPL s'élèvent au maximum à 4506 personnes - effectif variable selon les bâtiments

C. Obligations incombant à l'OCCUPANT

L'Occupant s'engage à :

- 1- utiliser le site uniquement pour les besoins liés aux activités décrites autorisées par les Présentes et pendant la durée autorisée ;
- 2- veiller à ne pas porter atteinte aux installations, bâtiments, clôtures, etc en limite du site. En cas d'atteinte au patrimoine régional du fait des activités de « l'Occupant », les frais de remise en état devront être supportés par ce dernier ;
- 3- se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, l'hygiène, la police, la sécurité, la neutralité commerciale, politique et religieuse, l'inspection du travail et, de manière générale, à toutes les prescriptions relatives à son activité, de façon que la Région ne puisse être ni inquiétée ni recherchée ;
- 4- respecter le Règlement intérieur du « Lycée » et respecter les directives du chef d'établissement ;
- 5- ne pas sous-louer ou mettre à disposition tout ou partie des espaces mis à disposition par la « Région » sans en avoir reçu l'autorisation expresse ;
- 6- utiliser raisonnablement les espaces mis à disposition, en veillant à respecter l'état et la propreté des lieux ;

- 7- veiller à la sécurité de son personnel sur les lieux, prendre les mesures pour son effectivité, de manière à ce que la responsabilité de la Région ne puisse être recherchée,
- 8- veiller à la surveillance des locaux et équipements mis à disposition en sa qualité de gardien des lieux, et à prévenir les cocontractants par tout moyen en cas d'atteinte eux biens et/ou aux personnes ;
- 9- remettre en bon état d'usage les lieux dont il aura eu l'usage à l'expiration de la présente convention ;
- 10- avoir souscrit une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile et ses biens propres, ainsi que tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans « LE LYCEE » au cours de l'utilisation des locaux scolaires mis à sa disposition (annexe 3). En cas de sinistre, « L'OCCUPANT » devra en informer « LE LYCEE » dans les 48 heures et faire une déclaration auprès de sa compagnie.

D. Obligations incombant à la REGION et au LYCEE

La « REGION » met à disposition de « L'OCCUPANT » les locaux et équipements décrits par la présente convention aux créneaux indiqués. La « REGION » assure à « L'OCCUPANT » leur bon fonctionnement.

Le « LYCEE » garde en charge le gardiennage et le nettoyage des espaces mis à disposition.

E. Gestion des accès et Internet/Téléphonie

Les codes d'accès ne peuvent pas être communiqués à « L'OCCUPANT ». Aucun badge ou clé ne peut être transmis à « L'OCCUPANT » sauf exception dûment justifiée et sous la responsabilité du « LYCEE ».

L'accès au téléphone et à l'internet n'est pas prévu au titre de la présente convention.

F. Restauration

La « REGION » assure la mission de restauration sur l'ensemble du « LYCEE ». Dans ce cadre, elle confie l'organisation de la production et de la distribution des repas au « LYCEE » qui facture à « L'OCCUPANT » les repas commandés lorsqu'il souhaite bénéficier de la demi-pension sur la base du tarif « passagers adultes » de 6,34 € par repas. **7.20 euros**

Cette prestation de restauration est délivrée lors de périodes d'ouverture définies par le lycée. Aucune mise à disposition de locaux ou de matériels de restauration n'est autorisée à l'exception de la salle de restauration qui devra être rendue en l'état prévu aux stipulations de l'article 2.

Article 5 : Matériels et équipements fournis par L'OCCUPANT

Si « L'OCCUPANT » souhaite installer des matériels et équipements complémentaires, il doit y être au préalable autorisé par le « LYCEE » à condition qu'ils soient compatibles avec les caractéristiques techniques et les normes de sécurité en vigueur dans les locaux.

« L'OCCUPANT » fera son affaire de toutes les assurances nécessaires en cas de dommages ou sinistres, de telle manière à ce que « LA REGION » ne soit en aucun cas inquiétée.

Article 6 : Interventions, travaux et modification des locaux

« L'OCCUPANT » n'est pas autorisé à effectuer des travaux dans les locaux mis à disposition.

Article 7 : Conditions financières ou de contrepartie de la mise à disposition

Conformément à ce qui est indiqué en Préambule, les biens sont mis à disposition de « **L'OCCUPANT** » à titre :

Cochez la case applicable :

- ☒ Onéreux
☐ Gratuit

A- Conditions financières de la mise à disposition à titre onéreux

1. La redevance pour la location temporaire des locaux scolaires

Selon les articles L.2125-1 et suivants du CGPPP, sauf exception, toute occupation ou utilisation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance qui tient compte des avantages de toute nature que le titre d'occupation procure à l'occupant.

Même en cas d'occupation consentie à titre gracieux, une participation financière peut venir compenser les frais de fonctionnement induits par l'occupation.

En cas d'occupation consentie à titre onéreux, le conseil d'administration du « **LYCEE** » proposera un montant de redevance que « **LA REGION** » validera en signant la présente convention selon les formalités imposées par la Loi.

2. Le montant total de la redevance ou nature de la contrepartie

Tarif horaire : 12.20 €/heure

Cf. Annexe financière

Pour toute la durée d'occupation : Facturation établie par trimestre selon planning et annexe financière et adressée à la ville de SAINT GERMAIN EN LAYE

- Le montant des frais de fonctionnement à la charge de « **L'OCCUPANT** » est fixé à € nets.
- Le montant de la redevance à la charge de « **L'OCCUPANT** » est fixé à € nets.

« **LA REGION** » autorise « **LE LYCEE** » à percevoir les sommes versées par « **L'OCCUPANT** ».

Au terme normal ou anticipé de la convention, la redevance de l'année en cours sera due au *proratatemporis*.

B- Conditions de la mise à disposition à titre gratuit

Pour rappel, la gratuité de la mise à disposition des locaux scolaires ne peut être envisagée que dans les cas limitativement listés par le code général de la propriété des personnes publiques (Art. L. 2125 – 1 du CG3P).

L'occupation peut être prévue exceptionnellement sans contrepartie financière pour le motif suivant :

Si une occupation à titre gracieux est envisagée, merci d'en indiquer le motif en cochant la case correspondante :

- ☐ l'occupation ou l'utilisation est la condition naturelle et forcée de l'exécution de travaux ou de la présence d'un ouvrage, intéressant un service public qui bénéficie gratuitement à tous ;
- ☐ l'occupation ou l'utilisation contribue directement à assurer la conservation du domaine public lui-même ;
- ☐ l'occupation est accordée à une association à but non lucratif qui concourt à la satisfaction d'un intérêt général ;
- ☐ l'occupation du domaine public est autorisée par un contrat de la commande publique ou qu'un titre d'occupation est nécessaire à l'exécution d'un tel contrat, les modalités de détermination du montant de la redevance mentionnée au premier alinéa sont fonction de l'économie générale du contrat. Lorsque ce contrat s'exécute au seul profit de la personne publique, l'autorisation peut être délivrée gratuitement.

Article 10 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant signé dans les mêmes formes que la présente convention.

Article 11 : Résiliation

11-1 Résiliation par la REGION pour motif d'intérêt général

Les conventions d'occupation du domaine public étant conclues à titre précaire et révocable, conformément à l'article L.2122-3 du Code général de la propriété des personnes publiques, la « **REGION** » se réserve le droit de résilier la présente convention, à tout moment, pour un motif d'intérêt général.

La résiliation est effective à l'issue du délai de préavis de 14 jours calendaires commençant à courir à compter de la date de notification de la résiliation motivée, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les parties à la présente convention doivent respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation de la convention par la « **REGION** » n'ouvre aucun droit à indemnisation au bénéfice de l'Occupant.

11-2 Résiliation par les Parties pour faute

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites.

La résiliation est effective à l'issue du délai de préavis de 14 jours calendaires commençant à courir à compter de la date de notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les parties à la présente convention doivent respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation de la convention par les parties n'ouvre aucun droit à indemnisation au bénéfice de « **L'OCCUPANT** ».

11-3 Résiliation par l'OCCUPANT

« **L'OCCUPANT** » peut résilier la présente convention à tout moment sans justification.

La résiliation est effective à l'issue du délai de préavis de 14 jours calendaires commençant à courir à compter de la date de notification de la résiliation, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, ci-dessus défini, les parties à la présente convention doivent respecter toutes leurs obligations contractuelles.

La résiliation de la convention par « **L'OCCUPANT** » ne lui ouvre aucun droit à indemnisation.

11-4 Résiliation pour Force majeure

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit lorsque l'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites est consécutive à un cas de force majeure.

La résiliation est effective à compter de la date de notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception.

Article 12 : Litiges et différends

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation. Si néanmoins le désaccord persiste, le conflit sera porté devant la juridiction compétente.

La présente convention est établie en autant d'originaux que de parties.

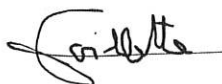
SAINT GERMAIN EN LAYE 25/06/2026
Fait à, le

Pour la « REGION »,
La Présidente du conseil régional,

Pour « L'OCCUPANT »
Le représentant légal,

14/09/2026

Jerome Gillette



ID: 4E813F5A-2151-47E1-A78C-77552591...
Signé électroniquement par
<president@tuesgbadminton.fr>
14 septembre 2026 à 18:58 CEST

15/09/2026

Léa BULTEL



ID: 46285BF0-33D2-4AF9-8353-73C8E87...
Signé électroniquement par
<lea.bultel@gmx.fr>
15 septembre 2026 à 13:58 CEST

Pour le « LYCEE »,
Le Chef(fe) d'établissement,

HOSTATER



Cochez la case si applicable :

☒ Pour la « COMMUNE »,
Le Maire,



OCCUPATION DU GYMNASE N°3 PAR L'ASSOCIATION TUESG BADMINTON

Convention établie entre la région Ile de France, le lycée Jeanne d'Albret et l'association **TUESG BADMINTON via la ville de Saint-Germain-En-Laye**
(cf. Articles 2A & 7A - Annexe 1)

Période réelle d'utilisation : du 07 septembre 2026 au 02 juillet 2027 hors vacances scolaires - Soit 35 semaines effectives

Sous réserve de modification selon la disponibilité des installations sportives

PLANNING D'OCCUPATION		
Jours	Horaires	Nbre heures
Mercredi	20h00 - 22h30	2,5

Nbre heures/semaine	2,5
Prix/heure	12,20 €
Prix/semaine	30,50 €

Nbre semaine T1	13	Montant facturé T1	396,50 €
Nbre semaine T2	13	Montant facturé T2	396,50 €
Nbre semaine T3	9	Montant facturé T3	274,50 €
		Montant annuel	1 067,50 €

Facturation établie par trimestre et adressée à la
Ville de SAINT GERMAIN EN LAYE

Mme L'Agent Comptable

N. BELLION



M Le Proviseur

C. HOSTATER

